

"TIRAILLADES"

Plus de 400 morts cette semaine

— **9 Octobre** : Dans le secteur de Bougie, près de Toudja, au Nord de la vallée de la Soummam, une embuscade coûte la vie à dix soldats. Sur l'ensemble du territoire algérien des engagements se sont déroulés dans les secteurs de Bou-Saada, Collo, Chateaudun du Rummel, Ampère, Ziamma-Mansouriah, Michelet, Molière et dans le Sud-Est oranais, c'est-à-dire à peu près dans toutes les régions de d'Algérie.

— **11 Octobre** : Le sous-lieutenant Henri d'Orléans est tué au combat en Kabylie dans le massif du Djurdjura, près de Michelet.

— **13 Octobre** : On annonce que des combats ont eu lieu dans le massif du Hoggar, région du Sahara qui avait paru jusqu'ici échapper à l'influence de l'A.L.N.

Près de Ouhra, dans le Sud-Algérois, à une dizaine de kilomètres de Brida, une embuscade coûte la vie à sept militaires dont le camion est incendié.

— **14-17 Octobre** : De durs combats se déroulent dans les Aurès, dans la région d'Arris, au Nord-Est de Biskra. Des réserves générales formées d'éléments prélevés sur cinq divisions participent à la bataille sous la direction du général Ducournau commandant la 25^e division parachutiste. De puissants moyens d'action sont mis en œuvre : aviation de chasse, hélicoptères de transport de parachutistes. Le commandement français annonce la mise hors de combat de 200 soldats de l'A.L.N.; il ne donne pas de précisions sur les pertes françaises, mais on parle à Alger d'au moins quarante soldats tués.

Tel est le bilan des événements principaux d'une semaine de guerre d'Algérie. Il faudrait y ajouter les multiples attentats, accrochages quotidiens. Malgré les proclamations sans cesse renouvelées des généraux qui prétendent avoir réglé le problème militaire en Algérie, ce bilan montre la réalité des combats.

Politique algérienne du régime :

Dégradation rapide

— **8-9 Octobre** : Grenoble fait un accueil froid à de Gaulle. Des élus lui expriment leur inquiétude devant la poursuite de la guerre d'Algérie. Socialistes, radicaux, M.R.P. demandent la reprise des négociations avec le G.P.R.A.

— **12 Octobre** : « Le Monde » reproduit les termes d'une déclaration du premier ministre Debré aux officiers responsables du Constantinois :

« La guerre d'Algérie ne peut durer. En France l'opinion est lassée de la guerre. Les agitations paysannes d'il y a quelques mois contenaient en elles une nette hostilité dont il faut tenir compte.

« Sur le plan international le crédit du Général de Gaulle qui était grand en mai 1959 n'est plus le même aujourd'hui. Nos alliés ne nous soutiennent plus autant que par le passé. Bien que nous soyons décidés à ne pas tenir compte de ce qui se décidera à l'O.N.U., obligation nous est de prendre en considération ce changement d'attitude ».

Force Ouvrière et la C.F.T.C. demandent audience à de Gaulle pour lui exprimer les inquiétudes que leur inspire le climat créé par la prolongation du conflit.

— **13 Octobre** : Ali Khodja conseiller général d'Alger quitte la commission d'élus algériens. Bentchicou, sénateur de Constantine, qui a également démissionné déclare que son départ a pour cause le mécontentement qui a d'ailleurs gagné de nombreux élus musulmans.

— **15 Octobre** : On annonce que les partisans de l'Algérie française tiendront un nouveau colloque à Vincennes le 3 novembre, jour de l'ouverture du procès Lagailarde. On observe une recrudescence de l'agitation activiste tant à Alger qu'à Paris : rumeurs annonçant de prochains incidents, propos prêtés à des chefs militaires en activité ou en retraite, inscriptions ou tracts menaçants pour le chef de l'Etat.

Dans un grand cinéma du quartier de Clichy, l'apparition du général de Gaulle sur l'écran provoque des sifflets tandis qu'éclatent des cris de « Vive la Paix ».

— **17 Octobre** : « France-Soir » commence la publication d'une série d'articles sur l'isolement de la France à l'O.N.U. et l'échec des efforts de de Gaulle.

Solidarité aux Jeunes

qui refusent de combattre en Algérie

Depuis vendredi dernier à Nanterre, depuis lundi à Terrasson dans la Dordogne, des jeunes soldats du contingent, des sursitaires, des démobilisables dans les mois qui viennent ont annoncé qu'ils refusaient de servir dans l'armée en Algérie et qu'ils réclamaient l'instauration d'un service civil.

A Nanterre, dans un bidonville, habité par les Algériens, à Terrasson dans un chantier de secours aux sinistrés des inondations, ces jeunes travaillent avec une équipe de l'action civique non violente pour marquer d'une manière symbolique leur refus de combattre et leur demande de servir à une œuvre de paix.

Parmi eux se trouve notre camarade Pierre Boisgoutier de Nancy, ancien président de l'A.G. des Etudiants et incorporé depuis quelques mois. Pierre Boisgoutier a déposé ses habits militaires. D'autres, parmi lesquels également se trouvent des membres du P.S.U. ont demandé la résiliation de leur sursis.

Pierre Boisgoutier et ses camarades ont adressé au Président de la République une lettre qui déclare notamment :

« Jeune Français, je croyais qu'il était possible de contribuer efficacement à la paix en servant dans l'armée en Algérie, tout en expliquant à mes camarades et à mes supérieurs combien cette guerre est injuste.

Après six ans de terrorisme et de répression, je ne doute plus que le combat militaire soit inapte à construire la paix. Même les actes les plus désintéressés sont faussés par le cadre de la violence dans lequel le soldat est contraint de les insérer. »

Ainsi se fait jour une nouvelle manifestation du refus de la jeunesse de combattre en Algérie. Plusieurs dizaines de jeunes sont aujourd'hui emprisonnés pour ce refus. A leur tour, Pierre Boisgoutier, Alain Zarudianski, Alain Rouzet, Jack Muir, Jean-Pierre Hemon acceptent le risque d'emprisonnement pour aider à la prise de conscience de la situation faite à la jeunesse par la guerre d'Algérie.

Leur geste est un appel : les syndicats, les partis ont de très grandes responsabilités vis-à-vis de la jeunesse. Comme le déclare la section P.S.U. de Nanterre dans un tract distribué à la population : « Les jeunes qui avaient 15 ans au début de la guerre d'Algérie partent aujourd'hui la faire ». Comme le dit l'appel de l'U.N.E.F. la rentrée d'octobre voit monter le désarroi et même la révolte de la jeunesse devant la poursuite de la guerre en Algérie. La jeunesse ne comprend pas que des possibilités de négociations et de paix qui avaient suscité un espoir unanime aient été gaspillées et que la négociation ait été abandonnée ». Et la section de Nanterre appelle la population à se solidariser avec ces jeunes qui ont proclamé leur refus de faire la guerre d'Algérie et à appuyer et à populariser cette révolte des jeunes.

Comme l'a demandé le Comité politique national du P.S.U., les militants de notre parti soutiendront le geste de ces jeunes en affirmant leur solidarité contre la répression, en popularisant leur action dans les diverses manifestations organisées prochainement : manifestations de rues, réunions de jeunes conscrits et futurs appelés, en formant des comités de soutien de l'action de la jeunesse.



La V^e et les savants

Soixante-quinze mathématiciens, membres de l'enseignement supérieur et du C.N.R.S. ont publié une déclaration contre les mesures spéciales prises à l'égard des fonctionnaires.

Ils qualifient l'ordonnance prise par le Gouvernement

de « mesures de type fasciste, destinées à imposer le silence à ceux qui désapprouvent soit la guerre d'Algérie, soit les excès dont elle s'accompagne ».

Ils posent également la question suivante :

« Nous désirerions savoir si la suspension s'appliquerait aux fonctionnaires qui recommanderaient aux militaires le refus d'obéir à des ordres criminels, par exemple celui de soumettre un suspect à la question ? »

Parmi les signataires figurent Laurent SCHWARTZ qui avait également signé « le Manifeste des 121 » et que le gouvernement vient de frapper en mettant fin aux cours dont il était chargé à l'Ecole Polytechnique.

La V^e République n'a pas besoin de mathématiciens.

INTERNATIONALISATION :

Le processus est engagé

On sait que Ferhat Abbas, après plusieurs autres membres du G.P.R.A., s'est rendu récemment à Moscou et à Pékin. Dans les deux capitales, il a été accueilli avec de grands égards. A New York, Khrouchtchev a reçu officiellement, et avec un certain éclat, les représentants du G.P.R.A.

Tout marque une orientation nouvelle des chefs nationalistes algériens, de plus en plus disposés à se tourner vers le bloc soviétique.

Le Gouvernement de Moscou, pour sa part, sort progressivement de la réserve qu'il avait observée jusqu'à maintenant. La période de ménagement de la France gaulliste est désormais close

Cette évolution a été analysée dans l'hebdomadaire « Afrique-Action » par Habib Bourguiba, Président de la République tunisienne. Il vaut la peine de connaître l'essentiel de cette analyse :

« La situation est claire, sauf pour ceux qui ne veulent pas comprendre : M. Khrouchtchev s'est emparé de la question algérienne, il a reconnu le gouvernement algérien sans plus craindre d'indisposer la France. Lui et la Chine proposent aide et appui aux Algériens. Ils vont aller très loin, ils en sont capables. Pourquoi ? Parce que l'Algérie constitue un point sensible pour les Africains, et que l'aide de l'Est produira une forte impression sur les peuples et les gouvernements d'Afrique, parce qu'ils sentent de Gaulle sur la mauvaise pente, parce qu'ils ont compris que dans leur lutte contre l'Occident l'Algérie était un cheval de bataille inespéré, parce qu'ils veulent acculer les Occidentaux et obtenir d'eux des concessions ailleurs.

» Si le processus se développe, ce sera Suez ; les opinions arabes croient, à tort d'ailleurs, que ce sont les menaces de Boulganine qui ont sauvé l'Egypte de l'invasion en 1956. Les Africains pourront être amenés à constater que l'Union soviétique et la Chine ont aidé d'une manière décisive l'Algérie à se

libérer. Ils seront impressionnés. Nous serons impressionnés. Ce sera très grave...

» Je suis inquiet, mais je ne puis m'opposer à une aide qui peut faciliter, directement par le renforcement des combattants, ou indirectement en amenant une intervention américaine ou un *modus vivendi* entre les deux Grands, la libération de l'Algérie.

SI L'OCCIDENT LE VEUT...

» Le mécanisme est en marche et nous ne sommes plus éloignés du point de non-retour ; mais l'Occident peut, dans les semaines qui viennent, s'il le veut et s'il se décide à agir, reprendre l'initiative, sauver la situation et se sauver lui-même. Il faut et il suffit que les membres de l'O.T.A.N. décident ensemble d'une démarche, d'une attitude de nature à hâter la maturité, à aider l'opinion française, à accélérer le processus qui mène à la fin de la guerre d'Algérie.

» Cela est possible si l'Amérique le décide. Les autres pays de l'O.T.A.N. marcheraient et le monde applaudirait...

LE « TIERS GARANT » EST FACILE A TROUVER

» L'ON.U. ? J'espère que la résolution qui sera votée confirmera que le problème est clair et simple : il s'agit de révéler la volonté du peuple algérien. La France accepte d'avance de s'incliner devant cette volonté. Les combattants algériens également. Dans ces conditions, ou ils se mettent d'accord et cela n'a pas été possible ; ou ils acceptent un tiers garant. Sinon, c'est la guerre qui continue. Or, le tiers garant est facile à trouver : cela peut être l'ON.U. elle-même, la Croix-Rouge internationale, ou tout autre organisme ou groupement incontesté.

» Une pression des pays de la Communauté ? Je souhaite qu'elle ait lieu et qu'elle réussisse avant la fin de la session de l'O.N.U.. Mais je n'y crois pas. En tout cas, ce qu'il ne faut pas, c'est qu'en aucune manière cette procédure « préalable » ne serve de prétexte ou d'alibi et ne détourne de la recherche opiniâtre et efficace de la paix.

L'UNION ENTRE L'ALGERIE ET LA TUNISIE

» Que reste-t-il ? L'union entre l'Algérie et la Tunisie. » L'idée est en l'air. Elle peut servir.

Nous l'avons lancée pour qu'elle germe et nous voudrions en faire une nouvelle contribution à la paix...

» Nous acceptons d'avance une période de sacrifices si nous sommes sûrs que nos amis seront à nos côtés sans hésitation ni réserve pour nous aider au bon moment. Le président Eisenhower a été tenu au courant, et nous ne passerons pas à la réalisation avant que l'Amérique ait un nouveau gouvernement installé.

» Cette idée de fusion avec l'Algérie peut servir même après le cessez-le-feu pour régler tel ou tel problème, franchir telle ou telle étape. Nous

pouvons être une caution, un arbitre, accepté par tous.

J'ai déjà dit au G.P.R.A. que je ne jetterai l'exclusive sur aucun Algérien. »

Nous n'ajouterons à cette analyse qu'un commentaire.

Les termes nouveaux dans lesquels se pose le problème algérien, sont le résultat de la prolongation de la guerre. Nous ne devons pas cesser de le rappeler. En effet, en présence de l'aide chinoise ou russe, nos ultras et nos chefs militaires ne manqueront pas de reprendre les thèmes déjà développés au temps de la guerre d'Indochine : « La France défend en Algérie « l'occident » ; ses alliés doivent l'aider. Il y a fort peu de chances que cet argument ait quelques succès ailleurs que dans quelques cercles américains. Les Gouvernements des pays du Pacte de l'Atlantique ne sont nullement disposés à « marcher ». Les déclarations de Kennedy suivant lequel le problème algérien n'est pas un problème exclusivement français en sont une preuve nouvelle.

Il reste que si le G.P.R.A. se tourne vers l'Est, s'il a renoncé à un règlement par un dialogue avec la France, si l'Algérie devient un terrain de guerre facile, la responsabilité de cette évolution est portée par tous les gouvernements français qui n'ont pas su, ou pas voulu, saisir plus tôt les chances d'un règlement par la négociation. Cette responsabilité incombe à de Gaulle comme à ses prédécesseurs des dernières années de la IV^e République

Après l'initiative
de l'U.N.E.F.

APPEL des syndicats

L'U.N.E.F., la C.G.T., la F.E.N., le S.G.E.N. ont publié simultanément, le mardi 18 octobre, un communiqué annonçant la MANIFESTATION NATIONALE DU 27 OCTOBRE, auquel la C.F.T.C. s'est associée.

Voici le texte du communiqué :

« Sur l'invitation de l'U.N.E.F., les représentants de la C.G.T., de la C.F.T.C., de l'U.N.E.F et de la F.E.N. se sont réunis. Une journée nationale d'action a été décidée, pour le 27 octobre prochain, pour la paix par la négociation en Algérie, pour les garanties mutuelles de l'application loyale du principe d'autodétermination, pour la sauvegarde de la démocratie et de ses principes fondamentaux.

» En ce qui la concerne, l'U.N.E.F. appelle tous les étudiants à participer à cette journée et aux manifestations et actions qui seront organisées.

» Elle est assurée que pareille décision

provoquera chez toutes les organisations qui sont d'accord pour les objectifs précités une volonté positive d'assurer toute son ampleur à cette journée.

» De leur côté, la **LIGUE DES DROITS DE L'HOMME**, **L'U.F.D.** et la **Fédération des ANCIENS d'ALGERIE** avaient répondu favorablement, comme le **P.S.U.**, à l'appel de l'**U.N.E.F.**

Le **Comité général de l'Union des SYNDICATS FORCE OUVRIERE** de la région parisienne a publié le 15 octobre le texte suivant :

Le Comité Général de l'Union des Syndicats Confédérés « Force-Ouvrière » de la Région Parisienne, réuni le 15 octobre 1960 :

- *Adresse un appel solennel au Gouvernement français et aux représentants des combattants algériens pour RENOUER SANS DELAI LE DIALOGUE en vue de la conclusion d'un « cessez-le-feu » et de la détermination de modalités de consultation garantissant le libre choix des diverses communautés algériennes.*

Conscient des inquiétudes de la jeunesse,

Conscient également des conséquences de plus en plus dramatiques sur les plans humain, politique et économique qu'entraîne le conflit algérien pour la classe laborieuse

- *Demande aux Organisations F. O. de la Région Parisienne de s'associer à la manifestation de masse projetée par l'Union Nationale des Etudiants de France pour la Paix en Algérie*